

# LE NUCLÉAIRE VA-T-IL RUINER LA FRANCE ?

Emmanuel Macron a décidé en 2022 la relance du nucléaire. Au parc des 56 vieux réacteurs à rénover/rafistoler, 6 nouveaux EPR viendraient s'ajouter à partir de 2040, puis 8 autres à partir de 2050. Une industrie tente de se reconstituer pour « produire une électricité décarbonée », censée nous déplacer, nous chauffer et nous divertir. Ce « graal » nucléaire serait la seule solution pour lutter contre les changements climatiques et préserver notre confort.

Le hic, c'est que la production de cette électricité est un puits sans fonds... et que les fonds, justement, manquent cruellement.

EDF est lourdement endettée (51,5 milliards €) et d'énormes investissements publics sont nécessaires pour maintenir le parc actuel et gérer ses déchets radioactifs.

Où trouver les centaines de milliards d'euros pour ces nouveaux EPR2, dont les chantiers sont déjà en retard ? ( pour les 6 premiers, les estimations varient : EDF = 83 M€ 2025 ; Cour des comptes 100 M€ ; Greenpeace =105 à 187 M€ 2023 ; Alternatives économiques : 250 M €, )

**Une étude de Greenpeace estime jusqu'à 650 milliards € jusqu'en 2050 le coût total de cette relance du nucléaire...** dans l'hypothèse d'une « relative maîtrise industrielle », loin d'être certaine ! Elle se base sur les données de la Cour des comptes, de l'État et des industriels du nucléaire.

- > Construction de 14 EPR2 : 221 à 404 M €
- > Modernisation et renouvellement des usines de la Hague et de Melox : 54 à 68 M €
- > Etudes et construction de démonstrateurs de réacteurs 1 RNR et 2 SMR : 7 à 40 M €
- > Prolongation des réacteurs existants : 99 à 125 M €

**Ce « quoi qu'il en coûte » nucléaire**, dans un contexte de profonde austérité budgétaire et d'exigences d'économies de plusieurs dizaines de milliards d'euros sur le budget de l'État, démontre **l'exception nucléaire française**.

*Heureusement que l'État et les exploitants peuvent compter sur la « générosité » des citoyen-nes :*

**C'est l'État, c'est-à-dire le contribuable, qui paiera.**

Mais aussi l'épargne populaire (drainée par la Caisse des Dépôts et Consignations : livret A, livret d'épargne populaire, livret de développement durable...) sera mise à contribution pour financer le nouveau nucléaire, au détriment de besoins populaires comme l'aide au logement social et à la rénovation thermique des bâtiments.

Pire encore, on assistera à un « ruissellement » économique à l'envers : seul le nucléaire peut fournir 24h/24, l'énorme quantité d'électricité que consommeront et accapareront de plus en plus les data centers au service de l'IA... et de ses richissimes promoteurs. Ainsi avec l'aide conjointe de l'État au développement sans frein de l'IA et du nucléaire, c'est donc bien l'argent des plus pauvres qui enrichira les plus riches.

**D'autres choix énergétiques seraient pourtant bien moins coûteux**, comme le montre Laure Noualhat dans une enquête chiffrée et documentée. De surcroît, on oublie bien souvent que la sobriété énergétique reste le choix le plus sérieux de l'époque.

Il est urgent de repenser la politique de l'énergie, pour que la France ne s'engage pas dans une impasse ruineuse.

Contributrice régulière de Reporterre, **Laure Noualhat** est journaliste, spécialiste des sujets environnementaux. Après la parution au Seuil en 2025 de son livre « Le Nucléaire va ruiner la France », elle a réalisé un film d'1h sur le même thème. Nous en débattons après la projection du film.

Cliquez sur le QR CODE au recto de ce tract pour trouver **plus d'infos** sur la soirée et les **sources** de ce tract.